

Incidences socioéconomiques des catastrophes dans les pays de l'OCDE

Au cours des dernières décennies, les pays membres de l'OCDE ont été touchés par des catastrophes entraînant des incidences économiques croissantes. Les catastrophes peuvent découler de risques naturels, de pandémies, d'accidents industriels ou technologiques majeurs ou encore d'actes malveillants. Ces trente dernières années, le nombre de catastrophes est passé d'une centaine à plus de 300 par an dans la zone OCDE, et les pertes correspondantes atteignent des centaines de milliards de dollars USD chaque année. Les catastrophes posent de multiples problèmes aux pouvoirs publics, mettent en péril de nombreuses vies et peuvent perturber l'activité des petites et moyennes entreprises comme celle des entreprises multinationales.

Les risques de catastrophe sont inégalement répartis entre les pays de l'OCDE, les plus grands et les plus densément peuplés d'entre eux faisant face à des catastrophes plus fréquentes. L'examen du nombre annuel moyen de catastrophes fait apparaître que les pays de l'OCDE les plus souvent touchés sont l'Australie, les États-Unis, le Japon, le Mexique et la Turquie (graphique 12.1). En termes de pertes économiques moyennes par an au cours de la période 1980-2016, les pays les plus touchés sont les États-Unis, l'Italie et le Japon. Toutefois, quand on rapporte les incidences des catastrophes au revenu du pays, sur la période 1995-2015, un tableau bien différent apparaît. Les pays connaissant une forte activité sismique, comme le Chili et la Nouvelle-Zélande, où des centres urbains ont récemment été frappés par d'importants tremblements de terre, sont aussi ceux où le ratio des pertes subies par rapport au revenu est le plus élevé. Pour de très grandes économies comme les États-Unis ou le Japon, l'impact cumulé est proportionnellement plus faible, ce qui les aide à l'absorber. Par ailleurs, des travaux d'analyse portant sur un échantillon de pays plus large que les seuls pays de l'OCDE montrent que, dans les pays dont le PIB par habitant est moins élevé, les catastrophes font davantage de victimes, tandis que les pays où le PIB par habitant est plus élevé, comme ceux de l'OCDE, subissent des impacts économiques plus marqués, mais moins de pertes humaines (OCDE, 2014).

Bien que, en moyenne, les pertes économiques liées aux catastrophes intervenues dans la zone OCDE soient relativement modestes quand on les rapporte au PIB cumulé, certaines grandes catastrophes ont eu de vastes conséquences économiques dans des pays de l'OCDE, et notamment dans de petites économies. Les pertes causées par les tremblements de terre du Chili, en 2010, et de Christchurch (Nouvelle-Zélande), en 2011, se sont élevées à environ 20 % du PIB annuel. Certes, un ouragan comme Katrina a provoqué, à l'échelon national, des pertes ne dépassant pas 0.1 % du PIB annuel, mais ces pertes, estimées à 125 milliards USD, ont très lourdement touché la zone géographique et la population directement concernées. Les conséquences économiques locales peuvent consister en une forte chute de la production économique régionale après une catastrophe, entraînant de lourdes incidences négatives pour les finances publiques régionales ainsi que des déséquilibres sectoriels et des effets néfastes liés à une perte de confiance des consommateurs et des entreprises.

Les risques majeurs peuvent se développer rapidement et de manière imprévue et peuvent avoir un impact qui se propage au-delà du territoire nationale à travers les communautés, les secteurs économiques et les frontières. Ainsi, les éruptions du volcan islandais Eyjafjallajökull, en 2010, ont provoqué la formation d'un nuage de cendres qui a considérablement perturbé le trafic aérien dans tout l'Ouest et le Nord de l'Europe. L'éruption n'a provoqué que peu de dommages directs, mais elle s'est traduite par de fortes pertes économiques pour le secteur des transports, et les relations commerciales en ont pâti dans le monde entier.

Dans la mesure où certaines catastrophes ont produit de tels effets à grande échelle, en cascade et par-delà les frontières, il est important de tirer les enseignements du passé et d'anticiper les évolutions futures pour mieux préparer l'avenir. C'est pour cette raison que les administrations publiques et les acteurs du secteur privé doivent faire preuve de créativité et travailler de concert dans le cadre de partenariats pour mettre au point des stratégies adaptées de gouvernance des risques afin d'atténuer les incidences des catastrophes futures.

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux catastrophes sont tirées de la base de données internationale OFDA/CRED sur les catastrophes (EM-DAT, www.emdat.be). Pour figurer dans la base de données, une catastrophe doit remplir au moins l'un des critères suivants : avoir fait au moins dix morts, avoir affecté au moins 100 personnes, avoir entraîné la déclaration d'un état d'urgence, avoir entraîné un appel à l'aide internationale. Pour chaque catastrophe, le montant enregistré correspond à la valeur des pertes au moment de l'événement, c'est-à-dire que les chiffres sont ceux de l'année au cours de laquelle l'événement est survenu. Les données relatives au PIB annuel sont tirées des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

Une définition de « risques majeurs » est disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/gov/risk/Critical-Risks-Recommendation-French.pdf>

Pour en savoir plus

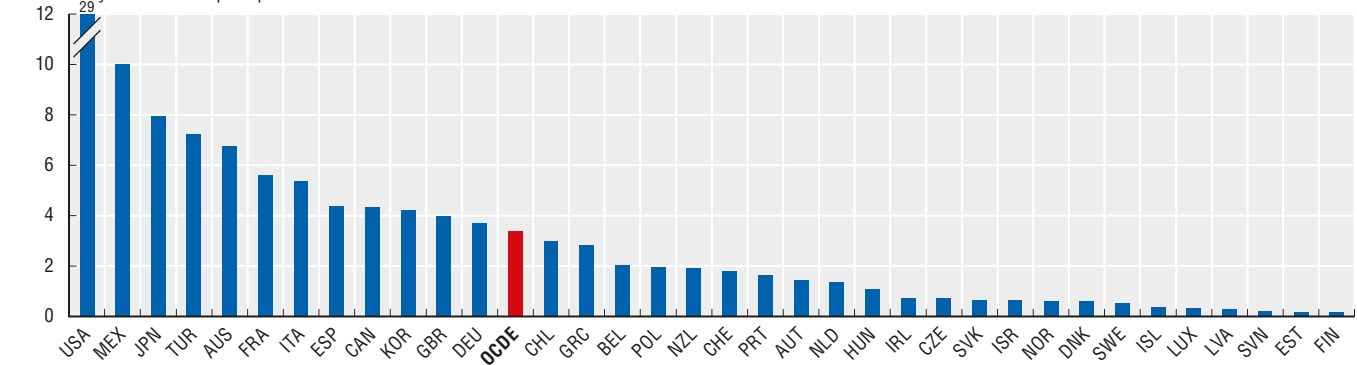
OCDE (2014), *Boosting Resilience through Innovative Risk Governance*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264209114-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

12.1. Nombre moyen de catastrophes dans la zone OCDE (1980-2016)

Nombre moyen de catastrophes par années

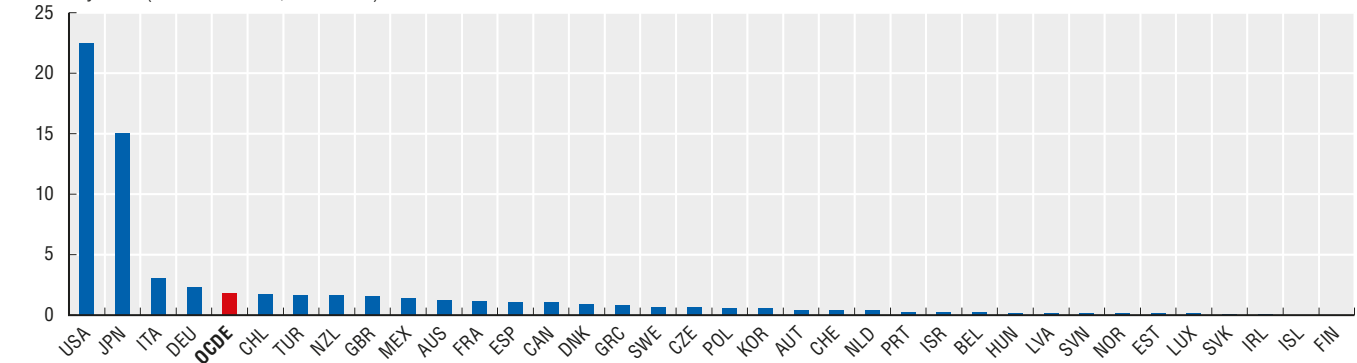


Source : Guha-Sapir, D., R. Below, Ph. Hoyois ; EM-DAT : base de données internationale OFDA/CRED sur les catastrophes – www.emdat.be – Université catholique de Louvain – Bruxelles (Belgique ; consultée en mars 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539914>

12.2. Pertes moyennes causées par des catastrophes dans la zone OCDE (1980-2016)

Pertes moyennes (en milliards USD, 1980-2016)

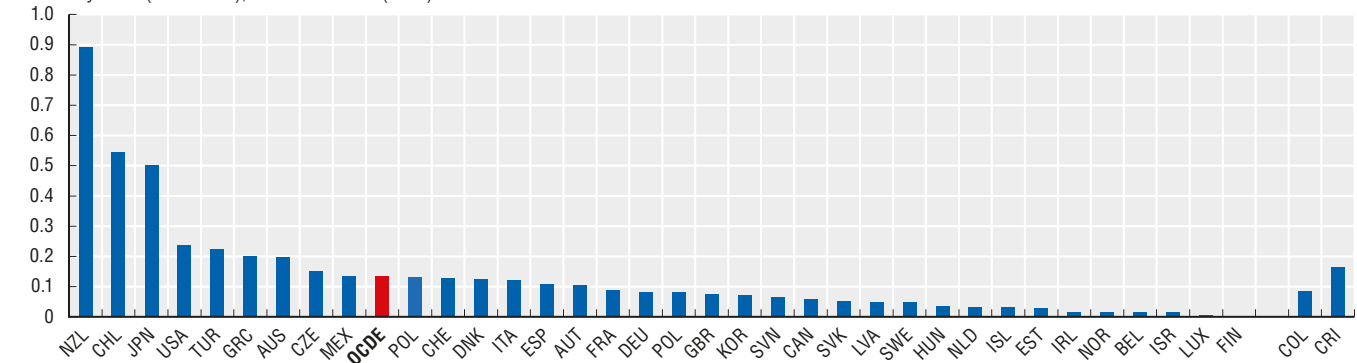


Source : Guha-Sapir, D., R. Below et Ph. Hoyois ; EM-DAT : base de données internationale OFDA/CRED sur les catastrophes – www.emdat.be – Université catholique de Louvain – Bruxelles (Belgique ; consultée en mars 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539933>

12.3. Pertes moyennes causées par des catastrophes, en pourcentage du PIB dans la zone OCDE (1995-2015)

Pertes moyennes (1995-2015), en % du PIB réel (2015)



Source : Guha-Sapir, D., R. Below et Ph. Hoyois ; EM-DAT : base de données internationale OFDA/CRED sur les catastrophes – www.emdat.be – Université catholique de Louvain – Bruxelles (Belgique ; consultée en mars 2017). Les données relatives au PIB sont tirées de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux (consultée en mars 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539952>



Extrait de :

Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Incidences socioéconomiques des catastrophes dans les pays de l'OCDE », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-73-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.